



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communaux	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la
délibération:
**Convention avec le
SICTIAM**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Lillane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENTS :

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Alain PARLANTI

Transmis le : **22.DEC. 2015**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le **23 DEC. 2015**

Il est rappelé au Conseil d'agglomération que les services de la Communauté d'Agglomération Dracénoise sont dotés depuis mars 2003 de solutions informatiques propres notamment pour la gestion des ressources humaines et des finances. La volonté de diminuer les coûts et d'optimiser ce service, a conduit dès 2004, à proposer l'adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées des Alpes Méditerranée (S.I.C.T.I.A.M.) dont les prestations proposées actuellement sont :

- 1 - Supervision, maintenance et sécurité du système d'information ; gestion d'infrastructures informatiques,
- 2 - Prise en charge de services externalisés : support, infogérance, centre de services,
- 3 - Fourniture et déploiement de solutions de gestion métiers, mises à disposition en mode hébergé,
- 4 - Élaboration de plans de formation,
- 5 - Centrales d'achats,
- 6 - Étude et projet,
- 7 - Technologies de l'Internet et service en ligne,
- 8 - Plateforme de dématérialisation et outils connexes

La contribution annuelle de la collectivité aux dépenses du syndicat antérieurement globale est depuis 2014 fonction des compétences retenues. Elle est donc fixée pour chaque compétence, par application d'un pourcentage au total de nos bases fiscales pondérées.

A titre indicatif, cette contribution annuelle s'élevait en 2015 à : 21 463,76€

Compte tenu des besoins recensés et des services effectivement utilisés, il est proposé de retenir les prestations suivantes :

Compétence 3 - Fourniture et déploiement de solutions de gestion métiers, (0,007%)

Compétence 5 - Centrale d'achat, (0,02%)

Compétence 7 - Technologie de l'internet, (0,02%)

Compétence 8 - Plateformes de dématérialisation, (0,015%)

représentant in fine une économie annuelle de 5 715 €.

Cette diminution s'appliquera à la cotisation 2016 qui n'est pas connue à ce jour.

Si elle avait été appliquée à la cotisation 2015, la CAD aurait cotisé 15 748,76 € au lieu de 21 463,76. €

De plus cette révision des compétences dont la CAD bénéficie dans le cadre de son adhésion s'accompagne d'une utilisation élargie de ces compétences.

Ainsi, le SICTIAM a pour vocation à devenir un des partenaire de la CAD dans le cadre du schéma de mutualisation. Il offre la possibilité à l'EPCI de faire bénéficier à ses communes membres, des centrales d'achats qu'il utilise, tout en leur permettant de réaliser des économies d'échelle.

Ainsi la CAD renforce l'accompagnement qu'elle souhaite apporter aux communes.

Cela demande la transformation de l'adhésion de la CAD en une adhésion groupée à laquelle pourront se joindre les communes intéressées. La possibilité d'utiliser les services du SICTIAM ne pourra donc être effective qu'après délibération d'adhésion des communes intéressées.

Le coût des cotisations demeure calculé en fonction de la base fiscale de chaque commune et des compétences sollicitées.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission des finances en date du 3 décembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Maintenir l'adhésion de la Communauté d'Agglomération Dracénoise au SICTIAM ;
- Retenir les compétences indiquées ci-dessus ;
- Approuver la nouvelle convention proposée par le SICTIAM ;
- Autoriser Monsieur le Président à signer la convention et les avenants relatifs à de nouveaux services mis à disposition par le SICTIAM qui viendraient compléter la convention.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.